

VOTATIONS

# «En faveur du service public»? Publicité mensongère!

L'initiative lancée par des magazines de consommateurs «en faveur du service public» fait porter un grand risque aux grands opérateurs du service public et cache mal sa vision libérale de l'économie. En résumé, cette initiative demande une limitation des salaires des directrices-eurs des entreprises publiques et l'interdiction du financement croisé et du droit à faire un bénéfice. À l'économie privée les profits et aux services publics les pertes!

L'interdiction des financements croisés mettra justement en cause l'un des fondements du financement des prestations à la population: le fait que ce ne sont pas les coûts réels qui sont pris en compte, mais l'égalité de toutes et tous. Cela passe parfois par l'utilisation des bénéfices

réalisés dans certains secteurs rentables pour en financer d'autres déficitaires. L'acceptation de cette initiative aura des conséquences catastrophiques, en particulier les transports, les communications et les services postaux. Le financement croisé est donc une des dimensions concrètes de la solidarité. Les initiants-e-s répondent que l'État devra palier le manque à gagner, mais qui pense sérieusement que ce sera la cas, alors qu'on voit poindre un énorme plan d'économies?

## TENIR COMPTE DU CONTEXTE

C'est pour cela que les trois grands syndicats du secteur public, le SEV, Syndicom et le SSP, se sont alliés pour s'opposer à cette initiative. Par ailleurs, est-ce vraiment scandaleux qu'une

collectivité publique puisse utiliser un bénéfice pour financer d'autres prestations à la population? Aujourd'hui, le service public est déjà sous pression et connaît des suppressions de postes de travail, des externalisations et des privatisations, entraînant détérioration et renchérissement des prestations. L'initiative ignore complètement cette réalité. Si le service public dans les domaines des transports, des services postaux, de la communication, de l'énergie, de la formation ou encore de la santé doit être assuré jusque dans les régions périphériques, il faut d'abord mettre fin aux programmes d'austérité néfastes et accroître les ressources.

*Julien Eggenberger  
Président du SSP – Vaud  
et député PS*